INDICATRICE DE DEVELOPPEMENT

Consommation très faible des crédits par la wilaya de Boumerdès

La consommation des crédits de paiement (CP) par la wilaya de Boumerdès — indicatrice probante du développement de cette wilaya et du sérieux de la prise en charge des projets d'équipement — est très faible. «Le constat est amer.»

Photo : DR

Boumerdès cumule un immense retard.

Cette dernière assertion est du P/APW, Si Youcef Mokhtar. En effet, selon l'exposé fait par le directeur de la planification et de l'aménagement du territoire (DPAT), Chenoune Mokrane, devant les membres du conseil de wilaya (exécutif élargi), réunis ce mardi, seulement 17,17 % des crédits ont été consommés.

«Cela représente à peine quelque 8 % des autorisations de programmes», déplore de son côté le wali Brahim Merad.

«Ce n'est pas sérieux. Au plan des statistiques nationales relatives au lancement des projets et à la consommation des crédits dégagés à cet effet, notre wilaya est certainement en bas du tableau», assène le wali qui craint que la wilaya qui vient de lui être confiée n'en soit exclue d'éventuelles affectations budgétaires de l'Etat. «Si nous ne mettons pas en chantier les projets, les autorités n'en rajouteront pas d'autres», rappelle-t-il. Certains directeurs, qui ont été sollicités pour des éclaircissements, n'ont malheureusement pas fourni d'explications convaincantes.

Par ailleurs, la situation n'est pas plus brillante au niveau des communes. Le chef de l'exécutif fait à ce propos lecture de la situation des divers programmes.

Il ressort que sur les 4 124 opérations inscrites (PCD et PSD), seulement 1 474 sont en cours de réalisation. Par contre, concernant 1 367 opérations, les dossiers s'y rapportant sont toujours au fond des tiroirs des directeurs exécutifs. En outre, 1 301 opérations sont achevées mais financièrement et administrativement, elles restent en suspens (non clôturées). La commune de Boumerdès, qui devait être l'exemple et la locomotive en matière de développement de la wilaya, cumule un immense retard et a été par conséquent montrée du doigt. Les explications de la chef de la daïra de Boumerdès n'ont pas été à la hauteur des exigences requises en pareille circonstance.

Incompétence, centralisation de la prise de décisions, mauvaise coordination entre les intervenants...

Le séisme de 2003 et la situation sécuritaire que vit la région ne sont pas les seules entraves majeures qui empêchent la wilaya de Boumerdès d'enclencher une dynamique de développement. Le wali ne cache pas sa déception. Il a laissé entendre à maintes reprises qu'à son arrivée, il pensait trouver une wilaya convoitée pour son potentiel dans plusieurs domaines et sa proximité d' Alger et de Tizi-Ouzou ; ce ne fut malheureusement pas le cas, car elle se débat dans moult difficultés notamment celles relatives à la gestion.

Lorsque l'auditoire du conseil de wilaya de ce mardi a tenté d'analyser le pourquoi du non-démarrage d'un projet inscrit en 2004, les observateurs ont noté la mauvaise préparation des dossiers, le manque de coordination entre les divers services, la bureaucratie étouffante, le manque d'initiatives locales, la peur de la prise de risques, la centralisation au niveau supérieur de l'Etat de la prise de décisions… et d'autres insuffisances flagrantes.

D'un autre côté, il est de notoriété publique que la wilaya de Boumerdès n'a pas bonne presse en matière de passation de marchés.

Or la demande sociale d'une population qui souffre de très mauvaises conditions de vie et le retard enregistré dans tous les secteurs somment désormais les responsables à adopter une autre politique de développement, plus audacieuse, rapide, plus transparente… Faute de quoi, la wilaya de l'ex-Rocher noir ne finira pas «de manger son pain noir».

Abachi L.

KHEMIS MILIANA

Le calvaire des automobilistes au carrefour Souffay

Les embouteillages au niveau de l'important carrefour Souffay, à l'entrée est de la ville de Khemis Miliana, passage obligé pour quelque 40 000 véhicules circulant dans les deux sens, constitue depuis quelque temps un calvaire pour tous, même pour les policiers en faction qui tentent parfois vainement de dénouer l'enchevêtrement des flots de véhicules.

Cette situation a empiré depuis que le balisage de la surface délimitant la surface qui recevra la trémie a été posé. Il arrive parfois qu'on mette plus de temps pour traverser ce carrefour que pour se rendre d'El Khemis à Alger puisque cela prend parfois 1 heure, voire plus… Bien plus en cas d'incident à ce niveau.

C'est justement ce qui s'est passé mardi dernier.

Alors que l'embouteillage était à son comble, à 9h48, un véhicule de marque Opel a pris feu juste en face de la poste du quartier, sur la RN 18, en direction de Aïn Soltane et Djendel, alors qu'on effectuait des réparations sur ce véhicule, indiquent des témoins. Ce fut une panique indescriptible, accentuée par la présence d'un camion chargé du transport de carburant.

Femmes et enfants poussaient des cris dans les véhicules ; certains, les plus proches, les ont carrément abandonnés.

La voiture a eu le temps de brûler avant que les hommes de la Protection Civile n'arrivent sur les lieux. Et pour cause… par où passer ? Même les voitures de la police, alertée, n'ont pu se frayer un passage dans l'enchevêtrement des véhicules de tous tonnages, enchevêtrement aggravé par la nervosité des chauffeurs et le comportement de beaucoup d'entre eux. Heureusement, on ne déplore aucune victime.

Cet incident, ces embouteillages sont les signes révélateurs que le plan de circulation est à améliorer dans les délais les plus courts. Certes la solution justement réside dans la construction d'une trémie à cet emplacement, mais en attendant...

Karim O.

ENTREPRISE DE GESTION DE LA ZONE INDUSTRIELLE

Les travailleurs interpellent le wali de Batna

La zone industrielle de Batna ne peut être qualifiée de telle, quant à parler de l'entreprise de sa gestion, c'est trop osé.

Alors une entreprise chasse l'autre. La Société de gestion immobilière (SGI) a remplacé l'Entreprise de gestion de la zone industrielle (EGZIB).

Depuis quatorze mois, les travailleurs de la défunte EGZIB ne savent plus à quel saint se vouer. Abandonnés par leur tutelle, la wilaya, non payés depuis et, pis encore, non intégrés à la nouvelle entreprise pour le motif de paiement de la dette de l'ancienne entreprise (près de onze milliards de centimes). Les textes de dissolution des EGZI et leur intégration aux SGI parlent de paiement de la dette par le ministère des Participations, nous indique K. Benchadi, un représentant du syndicat de l'EGZI.

La nouvelle SGI mise en place par la SGP sud-est Annaba a refusé l'intégration des travailleurs de l'EGZI comme le stipule la réglementation, pendant que les premiers responsables de la wilaya font la sourde oreille à nos SOS au moment où leur devoir est de solder nos dettes puisque l'entreprise de gestion de la zone industrielle appartient à la wilaya, créée par délibération de l'APW de Batna, souligne en substance le même responsable.

Il ajoutera que la plupart des travailleurs sont des pères de famille qui ne peuvent partir en retraite sans la régularisation de la dette de la Cnas.

Les douze pères de famille mis en congé technique forcé attendent un geste du chef du gouvernement pour le dénouement de leur situation pour la liquidation de l'EGZIB et l'assainissement de sa situation, seule solution à leurs déboires.

A la veille du mois sacré, leur appel sera-t-il entendu ?

La commune dans la tourmente

Les trente membres élus de l'APC de Batna n'arrivent plus à s'entendre sur la gestion de la commune, bien que le président Houara Mohammed ait supporté les bassesses de ceux qui veulent voiture et commission où l'argent coule à flots, à l'exemple de la commission des fêtes, la culture et sports, des marchés...

M. Houara Mohamed leur a laissé le choix des présidents de commission et voilà qu'un groupe de quatre personnes manipulent pour obtenir des privilèges. Pis encore, ils veulent lui dicter une ligne de conduite quant à la gestion de la commune alors qu'il a déjà été maire. Dans la matinée de mardi, une réunion, la énième, regroupant les élus a tourné à des prises de bec violentes qui ont nécessité l'intervention de la police.

Il semble que deux présidents de commission ont été limogés.

Qui mettra fin à ces dépassements ? A quand l'intervention de l'autorité de tutelle, puisque les partis ne contrôlent plus leurs hommes ?

AZIL ABDELKADER

Détention et vente d'armes

La commune d'Azil Abdelkader, à 120 km au sud-est de Batna, est la plaque tournante de tous genres de trafics.

Lors d'un barrage dressé sur la RN 28, menant vers M'sila, la Gendarmerie nationale a arrêté une personne âgée de 56 an en procession d'une arme à feu. Il finira par avouer qu'il fait dans le trafic d'armes à feu.

La perquisition à son domicile a permis à la gendarmerie de mettre la main sur trois autres pistolets automatiques. Reconnaissant les faits qui lui sont reprochés, le prévenu a été écroué par le tribunal de Barika pour détention et vente d'armes.

AÏN-TOUTA

117 cas de rage enregistrés

Aïn-Touta, chef-lieu de daïra et troisième grande ville de la wilaya après Batna et Barika, connaît depuis les dernières élections locales un renouveau en matière de gestion des affaires publiques et surtout des actions en direction de la population.

Au mois de janvier, la commune a procédé à l'abattage de 133 chiens errants, l'opération s'est poursuivie cet été par les services sanitaires de la commune qui ont enregistré 117 cas de rage.

C'est l'intérêt accordé à ce combat contre l'insalubrité qui fait que les chiffres sont en progression par rapport aux années passées.

H. M.